La mission du Cnam sur les réfugiés et les migrants

Entretien avec Olivier Faron, administrateur général du Conservatoire
national des arts et métiers (Cnam)

Marie Poinot

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/3732>

DOI : 10.4000/hommesmigrations.3732

ISSN : 2262-3353

Éditeur

Musée national de l'histoire de l'immigration

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2016

Pagination : 109-112

ISBN : 978-2-919040-36-0

ISSN : 1142-852X

Référence électronique

Marie Poinot, « La mission du Cnam sur les réfugiés et les migrants », *Hommes & migrations* [En ligne], 1315 | 2016, mis en ligne le 02 janvier 2017, consulté le 15 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/3732>

LA MISSION DU CNAM SUR LES RÉFUGIÉS ET LES MIGRANTS

Entretien avec OLIVIER FARON, administrateur général du Conservatoire national des arts et métiers (Cnam), réalisé par MARIE POINSOT, responsable du département des éditions du Musée national de l'histoire de l'immigration et rédactrice en chef de la revue Hommes & Migrations.

Hommes & Migrations : Le Cnam est en charge de la formation professionnelle des adultes. Comment cet établissement a-t-il pris en compte le rôle des migrations dans l'évolution de la société française ?

Olivier Faron : La prise en compte des problématiques liées aux migrations est relativement récente dans notre établissement. Nous n'avons, par exemple, pas de chaire dédiée aux migrations ou à l'interculturalité. Mais ces thèmes transversaux sont de plus en plus intégrés dans nos formations et, plus particulièrement, dans nos cursus liés au travail social. Nous préparons, en effet, professionnellement tous ceux qui se destinent à devenir des travailleurs sociaux et vont être en contact avec des publics migrants ou d'origine étrangère en leur proposant des enseignements adaptés aux situations qu'ils vont rencontrer. D'une manière plus générale, le Cnam accueille des auditeurs qui reflètent toute la diversité de la société et drainent avec eux toutes les problématiques actuelles parmi lesquelles celles liées aux migrations ou à l'interculturalité sont de plus en plus prégnantes. C'est pourquoi je souhaite que le Conservatoire se mobilise autour de la création d'une chaire sur l'interculturalité, le postcolonialisme et les migrations internationales, évidemment en relation avec le monde du travail et en travaillant avec l'ensemble des partenaires pertinents dans ces domaines. Nous ferons d'ailleurs des propositions en ce sens auprès de nos ins-

tances dans le courant de l'année universitaire 2016-2017.

H&M : Le Cnam accompagne-t-il aussi les entreprises sur ces thématiques ?

O. F. : Le Cnam participe à la promotion des questions de diversité au sein des entreprises, thématiques qu'elles doivent désormais intégrer dans leur dispositif RSE (responsabilité sociétale et environnementale). En concertation avec l'ensemble des acteurs, nous développons ainsi des « briques » d'enseignements spécialisés afin de proposer les formations les mieux adaptées. Nous veillons ainsi à ce que notre offre soit de plus en plus performante sur les questions posées par l'intégration d'une dimension « diversité » dans l'entreprise. Parallèlement, nous devons aussi intégrer cette dimension dans notre fonctionnement. C'est pourquoi j'ai nommé une chargée de mission autour des questions liées à la diversité. On peut toutefois déplorer qu'il n'existe quasiment pas de lieux pour interroger la spécificité de cette problématique au sein des établissements d'enseignement supérieur. Un bon exemple est la question du voile à l'université. En ce qui me concerne, je suis résolument favorable à ce que les femmes qui souhaitent être voilées puissent accéder à tous les établissements et les enseignements. Mais ces thématiques sont rarement discutées et la diversité n'est pas abordée de façon collective, par exemple au sein de la Conférence des présidents d'université.

INITIATIVES

H&M : Quelle est la place des migrations et de l'interculturalité dans les recherches menées au sein de votre établissement ?

O. F. : Le Cnam, de par ses missions et son histoire, est devenu un établissement de référence sur les questions liées au travail. Nous menons ainsi des recherches dans toutes les disciplines qui s'y rapportent, depuis l'ergonomie jusqu'à la psychologie. En revanche, la thématique des migrations est moins présente dans nos travaux de recherche comme dans notre offre de formation. Toutefois, l'intégration au sein de notre établissement du Centre d'études de l'emploi en octobre prochain, qui deviendra le Centre d'études sur l'emploi et le travail, devrait nous permettre de disposer d'un nouvel outil d'expertise dont certains des champs de recherche pourront mieux prendre en compte les problématiques en lien avec les migrations. Il serait, par exemple, nécessaire d'évaluer le rapport fondamental entre les migrations et le travail, l'emploi et l'entreprise afin de mieux comprendre quels sont les leviers qui permettent d'assurer la meilleure intégration possible. Enfin, d'autres pistes peuvent être suivies et, dans ce domaine, je suis convaincu que nous devons travailler en réseau et collectivement. Nous sommes, par exemple, membres avec l'Institut national d'études démographiques de la même Comue, avec laquelle des axes de recherche communs pourraient être définis. De même, nous pourrions imaginer tisser un partenariat avec le Musée national de l'histoire de l'immigration à partir des actions menées avec la revue *Hommes & Migrations*.

H&M : Quand on parle de monde globalisé, on évoque les interconnexions entre les grands établissements d'enseignement supérieur en Europe et leurs relations avec les autres continents. Le Cnam a-t-il des échanges avec d'autres universités dans le monde ?

O. F. : Certains dispositifs liés à l'enseignement supérieur ou à la recherche aboutissent parfois à

une émigration par le haut. Si bien que l'on entend périodiquement qu'à travers ses programmes de formation, l'Europe prélève les élites des pays en développement. Nous avons fait un choix stratégique différent et nous souhaitons plutôt que notre savoir-faire puisse concourir directement au développement de ces pays. Cela passe nécessairement par un partenariat fort avec tous les acteurs locaux, et plus particulièrement avec ceux chargés de l'enseignement supérieur ou de la formation professionnelle. C'est par exemple le cas en Côte d'Ivoire où nous construisons depuis quarante ans avec l'Institut national polytechnique Houphouët-Boigny une offre de formation qui répond réellement aux besoins locaux et aux problématiques de développement. Ce choix se retrouve aussi dans le cadre de la mission sur les réfugiés et les migrants que porte aujourd'hui au sein de l'établissement Sylvie Ganne. Nous essayons, en effet, d'apporter la réponse la plus large possible. Et, selon nous, cette réponse doit nécessairement passer par une projection à l'international. Au Liban, où nous sommes présents depuis longtemps, nous allons par exemple participer à un projet avec Campus France et des partenaires allemands et hollandais pour former des Syriens réfugiés dans les camps. Enfin, le Cnam souhaite travailler dans le même sens avec ses partenaires européens pour mettre une coordination en place, en étant un relais ou en faisant passer des messages vers les autres organismes de formation.

H&M : L'Allemagne, qui accueille des milliers de réfugiés actuellement, a lancé plusieurs initiatives en matière d'insertion professionnelle des populations migrantes. Quel regard portez-vous sur ces actions ?

O. F. : L'Allemagne a mis en place un certain nombre de dispositifs de qualité, comme l'initiative portée par Kiron Open Higher Education. Nous avons d'ailleurs rencontré leurs équipes et signé une convention pour que ce programme se

développe en France. Et nous sommes prêts à proposer un équivalent français en très peu de temps. Parallèlement, nos centres transfrontaliers travaillent déjà avec des partenaires allemands. Notre formation au petit entrepreneuriat développée dans notre centre de Lorraine est par exemple intégrée dans un programme franco-allemand à destination des réfugiés dont nous espérons qu'il portera ses fruits et sera reconnu. La différence entre un jeune de Forbach et un autre de la Sarre, c'est que le premier va apprendre l'espagnol ou l'italien alors que le deuxième est persuadé que, dans dix ans, la région sera totalement bilingue et qu'il doit apprendre le français. Dans la construction d'un monde multipolaire, la manière de former les jeunes doit se faire avec une approche culturelle et stratégique.

H&M : Justement, le multilinguisme est-il appréhendé au Cnam dans sa dimension culturelle ou professionnelle ?

O. F. : C'est une vraie question de fond, alors que le système d'enseignement supérieur français est extrêmement francophone. Aujourd'hui, l'apprentissage linguistique non francophone est forcément axé sur l'anglais, et il est difficile d'explorer d'autres langues. Il en résulte que la place de la langue arabe dans notre système éducatif est totalement insuffisante. Et que les signaux donnés sur son apprentissage comme les polémiques sur le nombre d'enseignants ou la faible quantité de places offertes au concours d'agrégation peuvent interpeller. Les établissements doivent donc se mobiliser de manière urgente autour de cette question. Au Cnam, nous souhaitons faire de la langue arabe non seulement une manière d'aborder une culture mais aussi un véritable levier d'insertion professionnelle. En février 2016, nous avons ainsi ouvert une unité d'enseignement de langue arabe et nous avons dû refuser des auditeurs, ce qui prouve qu'il existe une vraie demande. Par ailleurs, il faut que le Cnam soit créatif dans les outils d'enseignement de cette

langue. Nous allons ainsi traduire certains de nos Moocs en arabe plutôt qu'en anglais. Enfin, il faut que nous puissions reconnaître l'enseignement de la langue arabe dans nos certifications. Quand le Cnam forme un Libanais ou un Marocain, il lui demande un français parfait et un très bon niveau anglais. Mais il ne faudrait pas que cet auditeur se désintéresse de ce fait de son niveau de maîtrise de l'arabe qui peut devenir un réel atout pour favoriser son insertion professionnelle.

H&M : Les jeunes descendants de migrants originaires du Maghreb ont un socle de langue arabe mais manquent peut-être d'une maîtrise de l'arabe international et commercial qui soit une compétence véritablement économique. Que peut proposer le Cnam ?

O. F. : Il faut que le Cnam fasse passer auprès de ces jeunes compatriotes originaires d'un pays arabophone un message clair sur le fait que leur langue est un atout pour eux. Mais il faut aussi que nous travaillions avec l'ensemble de nos partenaires afin de trouver le bon niveau entre l'apprentissage de l'arabe classique et une langue arabe plus internationale ou commerciale, et donc plus professionnalisante. La signature, le 3 juin dernier, d'une convention de partenariat avec l'Institut du monde arabe va dans ce sens.

H&M : Certains migrants souhaitent devenir des auto-entrepreneurs. Comment le Cnam peut-il les accompagner utilement en les formant au développement d'une activité pérenne ?

O. F. : Deux constats. Le premier est que nous devons travailler sur nous-mêmes pour accepter les migrants : aujourd'hui, nous observons de nombreuses manifestations de refus et de rejet à leur égard. Mettre en avant le fait que les migrants peuvent aussi être des entrepreneurs et des créateurs de richesse a certainement des vertus pédagogiques. Le second constat, c'est que certains migrants ont des formations extrêmement académiques. C'est par exemple le cas

INITIATIVES

des Syriens qui arrivent en France actuellement. Notre mission est donc de les accompagner et de leur offrir des formations qui leur permettent de mener à bien leur projet. Le Cnam délivre, par exemple, un titre professionnel, inscrit au Répertoire national des certifications professionnelles, de « créateur de petite entreprise », qui répond à ces problématiques et donne de très bons résultats. De même, nous allons traduire en langue arabe notre Mooc « Désir d'entreprendre » pour ces publics qui maîtrisent mal l'anglais et ne vont pas acquérir le français en quinze jours.

Mais on peut aussi inverser l'approche en observant que les migrants ont des ressources ou des potentialités qui ne sont pas facilement identifiables avec nos outils habituels de diagnostic, mais qu'il s'agit de reconnaître. C'est pourquoi nous souhaitons travailler en partenariat avec les associations représentatives des communautés et avec les associations humanitaires. À Lyon, nous avons par exemple noué un partenariat avec l'association Forum réfugiés-Cosi pour aboutir à des certifications qui intègrent des enseignements de français langue étrangère et d'autres modules thématiques. Cette initiative démontre que, collectivement, nous pouvons rapidement et de manière très souple concevoir de nouvelles certifications qui correspondent à des besoins identifiés, contextualisés et situés de manière très concrète.

H&M : En matière de lutte contre les discriminations en raison de l'origine, de la culture ou de la religion dans l'entreprise, le Cnam va-t-il définir de nouveaux métiers associés à la diversité ?

O. F. : Mon sentiment est que le monde de l'entreprise est très divisé sur ces thèmes, à l'image de la société française où vous trouvez des réactions très hostiles, notamment lorsque l'on évoque la langue arabe comme vecteur d'insertion professionnelle. Les entreprises doivent donc être sensibilisées sur ces questions et, sur ce point, le président du Medef, Pierre Gattaz, soutient une vision

très positive de l'accueil des réfugiés et de leur place potentielle dans le développement économique de notre pays. Nous avons besoin des entreprises pour assurer l'accueil et surtout l'insertion des migrants sur le marché du travail. Pour le Cnam, peu importe le point d'entrée des migrants, c'est le point de sortie vers l'entreprise qu'il faut réussir avec eux. Les formes de reconnaissance de leurs qualifications et de leurs expériences, d'accompagnement et de formation sont incontournables et doivent se faire dans l'entreprise. Il faut donc tenter aujourd'hui de « débureaucratiser » la reconnaissance des compétences professionnelles. Le Cnam se saisit avec beaucoup de volontarisme de la reconnaissance des compétences informelles qui, parfois, sont plus importantes que les compétences académiques. Grâce à cette reconnaissance, on peut éviter que ces personnes soient reléguées vers des formes d'emploi subalternes et déqualifiées. L'établissement a par exemple accueilli une professeure syrienne dans le domaine des technologies de l'information car elle apportait des compétences originales.

H&M : En organisant un colloque le 27 juin sur l'accueil des migrants, quel est le message fort que vous voulez transmettre ?

O. F. : Ce colloque sera notamment l'occasion de poser certaines questions quant à l'accueil et à la formation professionnelle des réfugiés et des migrants. Dans le parcours des migrants en France, il semble nécessaire qu'il y ait un nombre limité de guichets pour ne pas complexifier leur trajectoire et leur installation. Il faudrait notamment qu'un guichet unique sur les questions de formation professionnelle se mette rapidement en place. Il faut tout faire pour que la personne qui arrive de l'étranger soit reconnue et préparée au mieux pour le monde du travail français. C'est avec cet objectif que l'ensemble des personnels du Conservatoire, à Paris, en région comme à l'international, se mobilise. ■